

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 12 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX EST

1, rue Henriette Gall Grimm
Bâtiment O'rigin
54000 Nancy

Références : N°D3 i 2024-503
Code AIOT : 0005701422

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement ONYX EST implanté LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy. L'inspection a été annoncée le 24/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été diligentée à la suite de l'incendie du 23/06/2024 qui a détruit un bâtiment de stockage de déchets (ameublement et biodéchets) de 2000m² et de bureaux préfabriqués.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST
- LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy
- Code AIOT : 0005701422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ONYX EST est une installation classée pour la protection de l'environnement soumis à autorisation pour les activités de

- tri de déchets industriels
 - plateforme de valorisation du bois
 - installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
 - dépôts de matériaux inertes
 - plateforme de regroupement, déconditionnement et transfert de biodéchets
- Elle se situe sur la commune de Beine-Nauroy (51).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incendie du 23/06/2024	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 2.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des stocks	AP Complémentaire du 20/05/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 7.5.2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a su gérer la situation de l'incendie du 23/06/2024 et a été pro-actif dans la réalisation de mesures sur l'environnement (eaux incendie, retombées atmosphériques, suies, etc.).

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant la transmission des justificatifs des actions à mener à court et moyen terme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incendie du 23/06/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2016, article 2.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents [...] Un rapport d'accident [...] est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.
Constats : L'incendie s'est déclaré le 23/06/2024 vers 10h50 au niveau du bâtiment de stockage des biodéchets et de stockage et tri de matières valorisables. L'exploitant en a informé l'inspection le 23/06/2024 à 12h10. L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'incident le 27/06/2024. Les points saillants sont les suivants : - 10h49 détection par détecteur de fumée et télésurveillance de fumées/flammes + contact pompiers et exploitant ; - 11h23 arrivée PGSI, pompiers, gendarmerie et Veolia sur place. Gestion de l'incendie, pas d'effet domino, départ des pompiers vers 20h00. Conséquences : - destruction bâtiment de stockage déchets ameublement et biodéchets - destruction des bureaux, accolés au bâtiment - destruction de 2 engins (chariot élévateur et pelle de tri) - détournement des flux de déchets d'ameublement et des biodéchets vers des centres dans les Ardennes - pas d'impact sur l'activité d'enfouissement des déchets non dangereux - privation d'utilités (électricité et eau potable) : des groupes électrogènes de secours ont été mis en place et des travaux de remise en service de l'eau potable sont en cours L'exploitant a mis en œuvre immédiatement des mesures de protection de l'environnement (confinement et analyse des eaux d'extinction d'incendie, pose de 4 collecteurs de retombées

atmosphériques, analyses sur les suies, les terres et les végétaux).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les résultats et leur interprétation de l'ensemble des analyses effectuées (eaux d'extinction d'incendie, retombées atmosphériques, suies, terres et végétaux) • les conventions signées avec les entreprises pour le détournement temporaire des déchets, démontrant un respect de la hiérarchie de traitement et du principe de proximité
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/05/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Quantité de déchets
Prescription contrôlée : Rubrique 2714. Déchets d'ameublement : 1 500 m ³ Rubrique 2716. Biodéchets : 200 m ³
Constats : Les bureaux ayant été détruits lors de l'incendie, l'exploitant a indiqué à l'oral l'état des stocks suivants : <ul style="list-style-type: none"> • 50 m³ de bois • 50 m³ de plastique • 60 m³ de ferraille • 90 m³ de rembourré (matelas et mousse) • 60 m³ de plâtre Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Néanmoins, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre son fichier détaillé d'état des stocks, sous un délai d'un mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2016, article 7.5.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves d'eau incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose à minima de : [...] - une réserve d'eau constituée au minimum de 2 bassins de réserve d'eau incendie de chacun 2 000 m ³ disposant constamment au minimum chacun de 1 500 m ³ , et de 2 cuves de 80 m ³ reliées.
Constats : Lors de l'intervention, le SDIS a commencé à pouvoir pomper dans le bassin incendie nord, à 12h50, soit 1h30 après leur arrivée. Cela s'explique par le fait qu'un camion pompier a dû venir de Vitry avec un dispositif de pompage pour utiliser l'eau du bassin. Après investigation, il s'avère que la connaissance du SDIS sur les moyens de défense incendie du site n'est pas en adéquation avec les moyens réellement sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de justifier sous un mois : <ul style="list-style-type: none">• de la réalisation de la réception opérationnelle de ses moyens de défense incendie par le service prévention du SDIS de la Marne ;• de la remise à niveau de son bassin incendie, suite à son utilisation le 23/06/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois